

Le tsunami deux ans après :

le CCFD aux côtés de ses partenaires pour le développement des communautés en Asie

Janvier 2007

Il y a deux ans, le 26 décembre, la terre tremblait en Asie et, par réaction, un puissant tsunami déferlait sur les côtes de l'océan Indien, faisant près de 300 000 morts et des millions de sans-abris.

Grâce à la mobilisation de ses donateurs, le CCFD a pu soutenir, dès les premières semaines, 19 de ses partenaires en Inde, Indonésie, Sri Lanka et Thaïlande. Ils se sont mobilisés en faveur des victimes de la catastrophe les plus vulnérables, populations discriminées ou marginalisées (dalits en Inde, tamouls et musulmans à Sri Lanka, migrants birmans en Thaïlande, petits agriculteurs en Indonésie).

L'essentiel de l'année 2006 a été consacré au renforcement des communautés touchées par la catastrophe.

A l'aube de l'année 2007, beaucoup d'acteurs internationaux de la solidarité sont désormais sur d'autres fronts. Mais de nombreuses victimes demeurent dans des situations extrêmement précaires. Les partenaires du CCFD, continuent à mener des actions en leur faveur, de la relance des

activités économiques à la reconstruction de logements en passant par la défense de leurs droits.

Le contexte de certains pays a aussi dramatiquement changé, rendant complexe l'intervention des acteurs de l'aide. Il en va ainsi du Sri Lanka où les victimes du tsunami, qui vivent en camps depuis deux années maintenant, côtoient celles de la guerre civile qui a générée ces derniers mois plus de 200 000 déplacés.

Le CCFD continue, grâce à la confiance de ses donateurs, à accompagner les partenaires locaux dans leurs projets, pour favoriser le développement au sein des communautés les plus vulnérables et contribuer à rendre le monde plus juste en Asie. Sur les 3 212 307 euros collectés (dons privés, cofinancements avec des collectivités et des fondations), le CCFD dispose encore de 633 565 euros pour consolider les actions lancées depuis deux ans par ses partenaires locaux (Chiffres au 30 juin 2006).

Le contrôle du CCFD, pour une garantie de transparence et d'efficacité

Dans le cadre de son soutien aux victimes du tsunami, le CCFD a fait l'objet, ces derniers mois, d'une série de contrôles spécifiques permettant de confirmer la bonne gestion des fonds reçus des donateurs :

Le **Comité de la Charte** (organisme de contrôle des associations faisant appel à la générosité publique) a vérifié la rigueur de gestion, la transparence financière et la qualité de la communication envers les donateurs

La **Cour des Comptes**, après plusieurs mois de travaux, vient de rendre public ses conclusions sur la conformité des dépenses engagées par les ONG françaises aux objectifs poursuivis par l'appel à la générosité publique. **Elle a confirmé la bonne gestion des fonds reçus par le CCFD pour le tsunami.**

La Commission des Affaires Etrangères de l'**Assemblée Nationale** a mené une enquête afin de dresser un bilan des conditions d'intervention sur le terrain des ONG françaises et de l'utilisation des fonds mobilisés.

Enfin, dans le cadre de cofinancements avec la Fondation de France, le CCFD a fait l'objet de contrôles de la part d'un **cabinet d'audit** (KPMG) pour les projets concernés par ces cofinancements.

Depuis le début de l'année 2006, l'agence de reconstruction et de réhabilitation indonésienne (BRR) a repris à la suite des Nations Unis toutes les coordinations d'initiatives existantes. Les autorités locales, surtout au niveau des sous-districts, sont de plus en plus nombreuses à démarrer en lien avec la société civile des projets de développement de leurs territoires.

Le parlement indonésien a voté le 12 juillet 2006 une nouvelle loi de gouvernance pour la province d'Aceh comme cela était prévu dans l'accord de paix signé à Helsinki le 15 août 2005 sous l'égide de la communauté

internationale. Les premières élections provinciales à Aceh, pacifiée après 30 ans d'une guerre séparatiste, se dérouleront le 11 décembre 2006. Elles désigneront les membres du parlement local qui influenceront sans doute la politique gouvernementale en matière de reconstruction et de réhabilitation de la province.

Deux ans après le tsunami, les questions liées au développement sont intimement liées à celle de la paix : partage des richesses de la terre, reconversion des anciens combattants du GAM, réconciliation et justice pour les victimes des violations de droits humains passées.

► **Initiative menée par COSA - Cindelaras**

Poursuite des activités de relance des activités économiques des communautés de paysans : promotion de l'agriculture biologique avec parcelles de démonstration, conseils et accompagnement des femmes seules (du fait de la guerre ou du tsunami), renforcement des groupes de paysans, concertation avec les leaders villageois sur le cadastre

Mai 2005- Décembre 2006

► **Initiative menée par FPUB (Forum inter-religieux de Yogyakarta)**

Soutien institutionnel aux Dayahs, écoles coraniques ouvertes au dialogue, et appui aux jeunes étudiants : médiation entre les Dayahs et les acteurs de l'aide, renforcement des capacités des responsables de Dayahs, voyage d'échange entre jeunes Acihais et jeunes Javanais.

Décembre 2005 – Octobre 2006

► **Initiative menée par FSPI (Fédération des paysans indonésiens)**

Réhabilitation économique des communautés villageoises de 5 villages : reprise des activités économiques pour les pêcheurs et les paysans (riz, piment), lancement d'activités génératrices de revenus pour les femmes (couture, petit élevage, petite restauration). renforcement des coopératives de production et de crédit masculines et féminines.

Mai 2006 – Avril 2007 – Projet cofinancé par la Fondation de France

► **Initiative menée par JRS (Jesuit Refugee Service)**

Réhabilitation économique des personnes déplacées et défense des droits des déplacés : construction d'abris pour sécher le poisson, fonds de roulement de coopérative, formation à la création et la gestion d'activités économiques pour les femmes, union de crédit, publication d'une Newsletter, travail en réseau avec les organisations de défense des droits de l'homme, mise en relation de la société civile naissante avec les bailleurs.

Avril 2005 – Décembre 2006

En Inde, les signes de la reconstruction sont bien visibles pour la communauté de pêcheurs puisque la majorité des 55 000 logements détruits ont été reconstruits sur des terres plus sûres, dont les familles auront les titres de propriété. Le processus de reconstruction a contribué à relancer l'économie et l'activité de la pêche. Une incertitude plane cependant sur l'avenir de cette activité dans la région ; les experts craignent désormais que le trop grand nombre de bateaux distribués sans concertation par les ONG, ne nuise à la viabilité à long terme de la pêche et ne débouche même sur un conflit entre les bateaux en mer. Ce bilan ne concerne que les

populations de pêcheurs, considérées comme les victimes principales du tsunami alors que les dalits n'ont cessé d'être exclus de l'aide gouvernementale et de la majorité des programmes des ONG. Les associations dalits soutenues par le CCFD sont fortement impliquées dans la réhabilitation comme dans les activités de lobbying pour dénoncer cette discrimination. Si la situation des dalits n'a pas progressé dans les mêmes proportions que celle des pêcheurs, il faut néanmoins souligner l'efficacité des projets mis en place dans la résolution, au cas par cas, des conflits de castes, dans l'autonomisation économique progressive et la protection de l'éducation.

► **Initiative menée par HRFDL (Human Right Forum for Dalit Liberation)**

Poursuite de la réhabilitation pour les familles dalits vivant sur la côte du Tamil Nadu : renforcement des programmes de relance économique mis en place en 2005, notamment pour les femmes ; maintien du soutien éducatif et psychosocial auprès des jeunes des villages ; veille quant aux situations de discrimination et de violence exercées à l'encontre des communautés dalits
Avril 2005-mars 2006 / Projet cofinancé avec la Fondation de France

► **Initiative menée par PAM (People's Action Movement)**

Renforcement des moyens de subsistance de la communauté dalit du nord du Tamil Nadu : organisation de groupements solidaires partageant des activités de micro-crédit, mise en place d'activités génératrices de revenus adaptés aux besoins des communautés
Décembre 2006- novembre 2007 / Projet cofinancé avec la Fondation de France

► **Initiative menée par PAM (People's Action Movement)**

Réussite scolaire et professionnelle pour les jeunes dalits victimes du tsunami dans le nord du Tamil Nadu : aide matérielle, sessions de développement personnel, cours de soutien, accès à l'informatique, formation professionnelle pour les moins jeunes
Décembre 2006- novembre 2007 / Projet cofinancé avec la Ville de Nantes

► **Initiative menée par la Commission Jeunes de MIJARC**

Formation professionnelle pour les jeunes affectés par le tsunami à Chennai et Thiruvallur : informatique, confection, conduite, mécanique, électricité, culture générale ; accompagnement dans la recherche d'emploi et placement
Octobre 2005-octobre 2007

► **Initiative menée par IRDS (Integrated Rural Development Society)**

Soutien aux coopératives de pêcheurs et à l'agriculture organique dans les districts de Villupuram et Pondicherry pour les victimes du tsunami : mise en réseau des petits pêcheurs et formations ; promotion de l'agriculture organique avec la mise à disposition de fertilisateurs organiques, production et promotion des points de vente.

Août 2006-juillet 2007

THAÏLANDE

La reconstruction en Thaïlande est la plus avancée de l'ensemble des pays touchés par le tsunami. Les efforts du gouvernement et des ONG internationales a permis de reconstruire la majorité des habitations et hôtels endommagés, tout en relançant les activités économiques principales du pays, y compris le tourisme. Certaines communautés ont vu leur situation se dégrader après le tsunami, notamment les migrants birmans qui étaient menacés d'expulsion. Mais considérant la main d'œuvre utile qu'ils représentaient, le

gouvernement a finalement infléchi sa politique, favorisant la régularisation et l'accès à l'éducation pour les enfants de migrants. La situation de ces communautés reste néanmoins extrêmement précaire et les bouleversements politiques récents (coup d'Etat militaire du général Sonthi Boonyaratkalu en septembre 2006 qui a mis fin au gouvernement Taksin) obligent à rester vigilants quant au traitement réservé aux minorités birmanes en Thaïlande.

► **Initiative menée par GHRE** (Grassroot Human Rights Education)

Accompagnement des relations avec les autorités locales, soutien aux activités économiques et à l'éducation pour les travailleurs migrants birmans en Thaïlande et leurs familles.

► **Initiative menée par SEM** (Spirit in Education Movement)

Renforcement des communautés birmanes, soutien moral et spirituel, accompagnement éducatif, pour les communautés birmanes en Thaïlande.

SRI LANKA

Le conflit entre l'armée et la rebellion des Tigres Tamouls (le LTTE, qui défend le projet d'une « région tamoule autonome ») s'est radicalisé ces derniers mois en plusieurs points du pays avec des échanges de tirs, des offensives terrestres ou maritimes, des assassinats ciblés...

Les offensives viennent alternativement de l'un ou l'autre des camps et aucun dialogue n'a été amorcé à ce jour même si cette option est régulièrement évoquée, notamment sous l'effet de la pression Internationale.

Les affrontements violents ont provoqué le déplacement de près de 200 000 personnes depuis juillet 2006, fuyant les zones de combats. La situation humanitaire dans la Péninsule de Jaffna

est particulièrement alarmante : la reprise du conflit a coupé la Péninsule du reste du pays et les besoins en denrées de première nécessité sont importants. Partout dans le pays, les camps sommaires sous forme de tentes en toile ne permettent pas d'assurer les conditions d'hygiène minimale. Les enfants sont en rupture scolaire et les familles qui, depuis deux ans, se battaient pour restaurer leurs conditions de vie dévastées par le tsunami, ont à nouveau tout perdu. Il faut aussi signaler que le personnel des ONG est de plus en plus visé dans les combats. HDO, partenaire du CCFD, continue de mener ses programmes, avec prudence, auprès des communautés tamoules, cingalaises et musulmanes.

► **Initiative menée par HDO** (Human Development Organisation)

Poursuite de la réhabilitation et actions de développement pour les communautés villageoises d'Ampara (côte Est) : renforcement de la participation des groupes civils locaux, amélioration des conditions de vie par la relance des activités économiques, accès à l'éducation.

Mai 2006-avril 2007 / Projet cofinancé par la Fondation de France et la Fondation Crédit agricole Solidarité et Développement

► **Initiative menée par HDO** (Human Development Organisation)

Construction de logements permanents pour les familles d'Ampara dont les maisons ont été détruites par le tsunami.

Avril 2006-mars 2007 / Projet cofinancé par le Comité National Olympique Sportif Français